



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

APPEL D'OFFRES OUVERT

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Commun aux deux lots

OBJET DU MARCHE

FOURNITURE ET LIVRAISON DE MATERIEL ELECTRIQUE

N° 25 053: Lot n°1 – Matériel courant fort

N° 25 054: Lot n°2 – Matériel courant faible

NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

Organisme de sécurité sociale : Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	4
ARTICLE 2 - OBJET DES ACCORDS-CADRES	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - FORME ET VOLUME DES ACCORDS-CADRES	4
ARTICLE 5 - DUREE DES ACCORDS-CADRES	5
ARTICLE 6 - LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON	5
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
9.1 REPRESENTATION DES PARTIES	6
9.1.1 Correspondant de l'administration	6
9.1.2 Correspondant pour l'exécution technique	6
9.1.3 Correspondant pour les questions financières	6
9.1.4 Représentation du titulaire	6
9.1.5 Représentation du titulaire	6
9.2 PRESTATIONS DES ACCORDS-CADRES	7
9.3 CONDITIONS D'EXECUTION	7
9.3.1 Préparation	7
9.3.2 Bon de commande	7
9.3.3 Délais	8
9.3.4 Clause de non exclusivité	9
9.3.5 Conditions et modalités de livraison	9
9.3.6 Conditionnement et emballage	9
9.3.7 Protocole de sécurité	9
9.3.8 Mesures de sécurité, autorisations d'accès	10
9.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
9.4.1 Obligation de conseil	10
9.4.2 Obligation d'information	10
9.4.3 Responsabilité du titulaire	10
ARTICLE 10 - CLAUSES SOCIALES	11
10.1.1 Clause sociale du militaire blessé	11
10.1.2 Mise en œuvre	11
10.1.3 Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale	12
ARTICLE 11 - CRITERE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	12
ARTICLE 12 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 13 - CONFLIT D'INTERET	13
ARTICLE 14 - CLAUSES DE REEXAMEN	13
ARTICLE 15 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
15.1 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION	13
15.1.1 Contrôle	13
15.1.2 Opérations de vérification	13
15.1.3 Décision après vérifications	14
15.1.4 Admission des prestations	14
15.2 GARANTIES	14
15.3 PENALITES	14
15.3.1 Pénalités	14
15.3.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations	15
15.3.3 Seuil d'exonération des pénalités	15
ARTICLE 16 - REGIME FINANCIER	15
16.1 FORME DES PRIX	15
16.2 PRIX CATALOGUE	15
16.3 OFFRE PROMOTIONNELLE	16

16.4	CONTENU DES PRIX.....	16
16.5	VARIATION DES PRIX	16
16.6	CLAUDE DE SAUVEGARDE	17
16.7	AVANCES	17
ARTICLE 17 -	MODALITES FINANCIERES	17
17.1	DELAJ DE PAIEMENT.....	17
17.2	MODALITES DE FACTURATION	18
17.3	TAUX DE TVA	18
17.4	MONNAIE	18
17.5	CESSION ET NANTISSEMENT	19
17.6	RETENUE DE GARANTIE	19
ARTICLE 18 -	DISPOSITIONS DIVERSES	19
18.1	ECHANGES DEMATERIALISES	19
18.2	LANGUE.....	19
18.3	PRECISION SUR LA SOUS-TRAITANCE.....	19
18.4	ASSURANCES	20
18.5	AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	20
18.6	RESILIATION DU CONTRAT	21
18.6.1	Conditions de résiliation de l'accord-cadre	21
18.6.2	Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
18.7	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	21
18.8	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE	21
18.9	DIFFERENDS	24
18.10	LITIGES ET CONTENTIEUX	24
18.11	DEROGATIONS.....	25
ARTICLE 19 -	ANNEXES	25

Article 1 - IDENTIFICATION

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
Adresse : 247 avenue Jacques Cartier
83 090 Toulon cedex 09

Article 2 - OBJET DES ACCORDS-CADRES

La consultation a pour objet la fourniture et la livraison de matériel électrique « courant fort » et « courant faible », au profit de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale, répartie en deux lots :

- Lot n°1 : matériel courant fort (n°25 053),
- Lot n°2 : matériel courant faible (n°25 054).

Le marché est un marché de fournitures.

Codes CPV :

- 31680000-6, fournitures et accessoires électriques
- 31600000-2, matériel électrique

Code nomenclature : 33.01, matériels et équipements électriques (courant fort et courant faible) et matériels d'éclairage.

Budget de la CNMSS : Enveloppe fonctionnement gestion courante.

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti, au vu de l'article R2113-1 d du code de la commande publique, de la manière suivante :

Lot 1 :	Matériel courant fort	N° 25 053
Lot 2 :	Matériel courant faible	N° 25 054

Article 4 - FORME ET VOLUME DES ACCORDS-CADRES

La procédure de la consultation est formalisée, passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert selon les articles R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique (CCP) et donne lieu à la contractualisation de deux accords-cadres à bons de commandes définis aux articles R.2162-1, R2162-2, R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du CCP.

Il s'agit d'accords-cadres fixant toutes les stipulations contractuelles, et exécutés par l'émission de bons de commande à prix unitaires qui font référence aux articles R 2162-13 et 2162-14 du décret 2018-1075 paru au JORF du 03/12/2018.

Les accords-cadres sont passés sans montant minimum et avec un montant maximum, sur la durée totale, toutes reconductions comprises, répartis comme suit :

- Lot 1 : 144 000 € HT, soit 172 800 € TTC
- Lot 2 : 144 000 € HT, soit 172 800 € TTC

Les présents accords-cadres cesseront automatiquement de produire leurs effets lorsque ces montants maximums auront été atteints, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Chaque lot est attribué à un seul opérateur économique, candidatant seul ou en groupement.

Les variantes ne sont pas acceptées.

Article 5 - DUREE DES ACCORDS-CADRES

Les accords-cadres sont conclus pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de leur date de notification (date anniversaire).

Les accords-cadres sont reconductibles de manière tacite au plus trois (3) fois, à date anniversaire, pour la même durée, sans pouvoir excéder une durée totale de quarante-huit (48) mois.

Toutefois, s'il est décidé de ne pas reconduire les accords-cadres, le titulaire en est informé par décision expresse avant la date d'échéance annuelle.

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire par voie électronique via le site de la PLACE avant le terme de la période de validité en cours. Le titulaire du/des accord(s)-cadre(s) ne peut s'opposer à la reconduction ou la dénonciation du/des accord(s)-cadre(s).

Article 6 - LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Les articles peuvent être livrés sur les deux sites de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale :

- A Toulon : 247 avenue Jacques Cartier, 83 090 Toulon cedex 09,
- A Paris : 66 rue Boissière, 75 016 Paris.

La livraison des fournitures est effectuée, sous la responsabilité du titulaire, qui contacte la CNMSS avant toute livraison.

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les accords-cadres sont constitués des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (ATTRI1 Annexe n°1 BPU) pour chaque lot,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 2 lots et son annexe n°1 : « CCAP Annexe n°1 », Protocole de sécurité « chargement/déchargement »,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTTP) commun aux 2 lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le mémoire technique du titulaire, document contractuel, spécifiquement rédigé en réponse à la présente consultation,
- Fiche technique pour chaque produit et article du BPU dits « équivalents », en l'absence de la marque demandée,
- Le catalogue général (version électronique) des produits avec proposition d'un taux de remise minimum (le taux de remise indiqué sur l'annexe financière) pour chaque lot.

Les présents accords-cadres constitués des documents contractuels définis ci-dessus, expriment l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions des présents accords-cadres prévalent sur celles

qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CNMSS et le titulaire préalablement à la signature des présents accords-cadres.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer aux présents accords-cadres. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Article 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 REPRESENTATION DES PARTIES

9.1.1 Correspondant de l'administration

Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon Cedex 9
Bureau Achats
Courriel : serviceachat@cnmss.fr / Tél : 04 94 16 96 77

9.1.2 Correspondant pour l'exécution technique

David HERNANDEZ
Chef du bureau approvisionnement et suivi des actifs
Courriel : magasin@cnmss.fr / Tel : 04 94 16 35 12

9.1.3 Correspondant pour les questions financières

Pour toutes questions relatives aux factures, merci de bien vouloir contacter : DAF.BF@cnmss.fr
Ne pas déposer de facture à cette adresse.

9.1.4 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution des accords-cadres.

Cet ou ces interlocuteur(s) sont désignés dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.1.5 Représentation du titulaire

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé à la CNMSS.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celle imposées à l'entreprise titulaire.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018

portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

9.2 PRESTATIONS DES ACCORDS-CADRES

Le descriptif des prestations à réaliser et les spécifications techniques figurent au CCTP.

9.3 CONDITIONS D'EXECUTION

9.3.1 Préparation

Une période maximale de 10 jours calendaires après notification du marché, pourra être consacrée à l'organisation du marché entre l'administration et le titulaire (prise de contact, relecture des documents, organisation prévisionnelle d'exécution du marché, réunion de lancement, ...).

A l'issue de cette période les prestations devront être exécutées selon les termes du marché.

En cas de problème, le titulaire pourra demander une prolongation de délais conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

9.3.2 Bon de commande

9.3.2.1 Exigences relatives aux prestations

La notification d'un bon de commande est obligatoire avant tout commencement d'exécution d'une prestation. Aucun autre moyen, quel qu'il soit, ne peut déclencher l'exécution d'une commande.

En conséquence, le titulaire ne pourra en aucun cas prévaloir et revendiquer le paiement de prestations qui n'auront fait l'objet d'aucune commande.

9.3.2.2 Durée d'exécution des bons de commande

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité des accords-cadres. La durée d'exécution des bons de commande passés dans le cadre des présents accords-cadres ne pourra excéder 1 (un) an à compter de la date de fin de validité des accords-cadres.

Ainsi l'exécution des derniers bons de commande pourra aller au-delà de la date de validité des accords-cadres dans le respect de la réglementation des marchés publics.

Les délais d'exécution s'entendent comme délais de présentation aux opérations de vérification.

9.3.2.3 Dispositions particulières

Les articles sont commandés au fur et à mesure des besoins de l'administration. Les bons de commande sont émis par le RPA ou son délégataire jusqu'à l'expiration de la durée de validité des accords-cadres.

Il est précisé sur le bon de commande, dûment référencé, les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre (numéro, date de notification),
- Le numéro d'engagement juridique (EJ),
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La désignation des articles commandés,
- La quantité et le prix,
- Le lieu de livraison,

- La date de livraison éventuelle,
- Les coordonnées (téléphone et courriel) de la personne à contacter éventuellement.
- Le montant total H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C.,
- Le cachet, le nom et la signature du représentant du pouvoir adjudicateur.

9.3.2.4 Formes des notifications et information des bons de commande

Les commandes sont essentiellement saisies sur un outil de commande en ligne, mis à disposition par le titulaire.

Chaque validation de la commande en ligne vaut notification de bon de commande.

En cas d'indisponibilité (exemple : maintenance, panne etc. ...) les commandes sont adressées au titulaire par courriel.

Le titulaire s'engage à accuser réception de la commande, le jour même de sa réception par retour de courriel.

L'accusé de réception devra obligatoirement comporter les références de la commande (n° du bon de commande, référence du marché), la date (au format JJ/MM/AAAA) et les coordonnées de la personne qui accuse réception.

9.3.2.5 Acceptation d'un bon de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. En l'absence de toute contestation notifiée dans ce délai, le titulaire sera considéré comme ayant accepté le bon de commande.

En cas de réserves mineures émises par le titulaire dans le délai susvisé de 3 jours ouvrés et reconnues fondées par le service, un rectificatif au bon de commande sera éventuellement établi.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.3.2.6 Annulation d'un bon de commande

À tout moment, l'administration peut être amenée à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire.

Pour les prestations non exécutées, le titulaire pourra prétendre à une indemnité correspondant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande, et, le cas échéant et sur justificatifs, aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

En tout état de cause, cette indemnité ne sera pas supérieure à 5% du montant du bon de commande concerné.

9.3.3 Délais

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG/FCS, les délais de livraison fixés à sept (7) jours, se décomptent en jours ouvrés.

Par conséquent, le titulaire se doit de maintenir un stock d'articles suffisants afin de permettre à la CNMSS de passer commande et d'être livré sous 7 jours ouvrés.

Les jours ouvrés de la CNMSS sont le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi (hors férié).

Le délai de livraison débute à 00h00 le lendemain (ou le 1er jour ouvré) de la notification du bon de commande et il expire à minuit le dernier jour ouvré du délai.

Sauf indication particulière, tous les autres délais se comptent en jours calendaires.

En cas de dépassement des délais contractuels, les dispositions décrites à l'article 15.3 pourront être appliquées.

Une prolongation de délai peut être accordée conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS si le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution. Cependant par dérogation à l'article 13.3.2 et 13.3.3, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de (5) cinq jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à (5) cinq jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée. L'acheteur dispose de (5) cinq jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

9.3.4 Clause de non exclusivité

En cas de réponse non satisfaisante suite à un bon de commande (rupture de stock, délai ne respectant pas les exigences de l'accord-cadre, qualité ne correspondant pas aux exigences etc.) l'administration se réserve le droit de réaliser une commande à un autre titulaire.

Pour des besoins occasionnels de faible montant et dûment justifié, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires des accords-cadres, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total de l'accord-cadre, ni la somme de 10 000 Euros HT.

9.3.5 Conditions et modalités de livraison

Chaque commande fait l'objet d'une livraison globale. Les fournitures sont, impérativement, accompagnées d'un bon de livraison faisant référence à l'accord-cadre correspondant et au numéro du bon de commande. Ce bon de livraison indique également l'identification du titulaire, la désignation des produits, les références et les quantités livrées.

La livraison des fournitures est constatée par la signature du bon de livraison dont un exemplaire est remis à la CNMSS et l'autre conservé par le titulaire. Des réserves peuvent être émises par la CNMSS.

9.3.6 Conditionnement et emballage

Le titulaire favorisera l'usage de conditionnements recyclés et recyclables.

9.3.7 Protocole de sécurité

Les opérations de chargement et de déchargement des fournitures doivent se conformer à l'article R4515-4 du code de travail, relatif aux opérations de chargement et de déchargement de produits ou de matériaux. Aussi un protocole de sécurité est-il formalisé, avant la première livraison entre le titulaire de l'accord-cadre ou son transporteur et la CNMSS en sa qualité d'entreprise d'accueil.

Les consignes de sécurité applicables à la CNMSS sur le site de Toulon sont annexées au présent document.

Le titulaire transmet l'exemplaire du protocole de sécurité (Annexe n°1 du présent document) à son transporteur qui l'adresse dûment complété et signé à :

CNMSS - Bureau Sûreté et Sécurité
247, avenue Jacques Cartier
83090 Toulon cedex 09

OU

Jimmy.MARCHANDISE@cnmss.fr ou Julien.AGULLO@cnmss.fr

9.3.8 Mesures de sécurité, autorisations d'accès

L'accès au site de la CNMSS est réglementé comme suit :

Les bâtiments de la CNMSS sont placés, dans le domaine de la défense-sécurité, sous le contrôle du ministère des armées. En conséquence, au vu de l'article R114-4 du code de la sécurité intérieure, une enquête administrative pourra être demandée pour le personnel du titulaire et le personnel des sous-contractants du titulaire appelés à intervenir sur le site du marché. En fonction des résultats de cette enquête, la CNMSS se réserve le droit de refuser l'accès au personnel concerné du titulaire ou du sous-contractant.

Tout intervenant sur les sites de la CNMSS doit pouvoir justifier de son identité, afin d'y accéder.

La CNMSS doit être informée au préalable des identités des intervenants afin de faciliter les démarches d'accessibilité aux sites.

9.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.4.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux enveloppes et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord-cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

9.4.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.4.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation des accords-cadres mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution des accords-cadres.

Article 10 - CLAUSES SOCIALES

10.1.1 Clause sociale du militaire blessé

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

La clause sociale du militaire blessé a pour objet de proposer un stage de découverte non rémunéré à un militaire blessé identifié par Défense mobilité, en charge de la reconversion des militaires (cf. Annexe 2 du présent document).

Le contenu du stage est décrit dans la fiche de stage (cf. Annexe 3 du présent document) fournie par le titulaire lors de la remise de son offre. Une mise au point peut être réalisée au moment de la notification de l'accord-cadre entre toutes les parties prenantes.

Le volume horaire minimal exigé est d'un mois (4 semaines) de stage (date à date), à réaliser au profit d'un blessé, au minimum, pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre et bons de commandes conclus sur son fondement.

10.1.2 Mise en œuvre

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par Défense mobilité. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage – qui a une fonction de dialogue – peut être ajustée selon le ou les profils proposés par Défense mobilité, et la convention de stage est renseignée et signée.

Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies à l'accord-cadre. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par Défense mobilité, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage (cf. annexe n°4 du présent document).

10.1.3 Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande de la personne publique relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés conformément à la demande formulée par la personne publique.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer Défense mobilité et l'acheteur afin d'étudier, ensemble, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, Défense mobilité et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution, conformément au modèle établi en annexe n°5 du présent document.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par Défense mobilité, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

A la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Le titulaire peut dépasser le nombre de blessés accueillis s'il le souhaite, ou proposer plusieurs fiches de stage sans faire augmenter son obligation d'accueil.

Il n'y a pas d'obligation, pour le titulaire, de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre et bons de commandes conclus sur son fondement.

Article 11 - CRTITERE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Dans une volonté de protection de l'environnement et de promotion de pratiques responsables intégrant une dimension sociale, les présents accords-cadres prévoient un critère environnemental et social comme critère d'attribution.

Article 12 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire des présents accords-cadres s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Précisions terminologiques : Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire des présents accords-cadres.

Dans le cadre des présents accords-cadres, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Article 13 - CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution des accords-cadres, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 14 - CLAUSES DE REEXAMEN

La CNMSS peut être amenée à modifier le périmètre des prestations. Aussi, il est inséré dans les présents accords-cadres une clause de réexamen.

Des modifications pourront être apportées aux accords-cadres sur décision bilatérale de l'administration et du titulaire conformément à l'article R.2194-1 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au code de la commande publique dans le cas suivant :

- Ajout d'un nouvel article,
- Modifications de détails de la fourniture, d'impression ou de dimension,
- Modification de la fréquence ou des clauses de variation de prix,
- En cas de crise sanitaire, modification des délais, des prix.

Il est entendu que les modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale des accords-cadres.

La prise en compte des modifications dans les factures et paiements est effective à compter de la date de notification de l'acte additionnel, où de sa date de prise d'effet si celle-ci est postérieure.

Les évolutions peuvent avoir une répercussion financière, sans toutefois pouvoir excéder le montant maximum des accords-cadres.

Tous les échanges sont réalisés via le profil acheteur « PLACE » <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Article 15 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

15.1 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION

15.1.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du chapitre 5 du CCAG/FCS.

Les diverses prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

15.1.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du chapitre 5 du CCAG/FCS.

15.1.3 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG/FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations des accords-cadres. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai d'un (1) mois à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

15.1.4 Admission des prestations

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, la CNMSS dispose d'un délai de 15 jours à compter de la livraison du matériel, pour procéder aux opérations de vérification, et prendre une décision d'admission (sous réserve des vices cachés), d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Passé ce délai, à défaut de courrier de l'administration, la décision d'admission de la prestation est réputée admise.

L'admission entraîne le transfert de propriété au profit de la CNMSS.

Dans le cas de mauvaise exécution des prestations, objet des présents accords-cadres, la CNMSS appliquera les dispositions prévues et l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et exécuté à ses frais et risques conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

15.2 GARANTIES

Sans objet.

15.3 PENALITES

15.3.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des accords-cadres aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités n'entrent pas dans le champ d'application de la T.V.A.

Principe du contradictoire

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

15.3.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais contractuels ou de mauvaise exécution, le titulaire encourt des pénalités de retard et/ou des réfections d'un montant forfaitaire établi comme suit :

Le point de départ du délai de pénalité s'entend à compter du jour du retour de l'accusé de réception par le titulaire du bon de commande, au représentant de l'administration (1er jour ouvré).

N°	Motif	Montant de la pénalité
P1	Retard supérieur à trois jours ouvrés dans la livraison : non-respect des délais contractuels du bon de commande.	Valeur du BDC*nb de jours de retard / 500

Le constat des retards ci-dessus est réalisé par un représentant de l'administration.

Une prolongation de délai peut être accordée conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS si le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

15.3.3 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, toute exonération de pénalité sera soumise à la décision du pouvoir adjudicateur.

Article 16 - REGIME FINANCIER

16.1 FORME DES PRIX

Les prix sont unitaires et sont spécifiques aux accords-cadres.

Les prix initiaux sont établis aux conditions économiques du mois de remise des offres et en euros hors taxes.

Les prix sont indiqués et décomposés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, établis en euros H.T. et TTC.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu du fait générateur. En cas de changement du taux de TVA, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

16.2 PRIX CATALOGUE

De manière exceptionnelle, la CNMSS se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires, sur le catalogue fourni par le titulaire.

Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet des accords-cadres.

Le montant total des achats effectués sur catalogue par lot, ne pourra en aucun cas dépasser 40 % du montant total des achats estimés pour l'accord-cadre (chiffres DQE).

Le taux de remise consenti par le titulaire indiqué dans l'annexe financière de l'acte d'engagement est ferme pour toute la durée des accords-cadres, éventuelles périodes de reconduction comprises.

Le catalogue fourni par le titulaire comprend un tarif général public, un taux de remise contractualisé, un tarif remisé. Le catalogue est demandé pour les familles d'articles directement concernées par l'objet des accords-cadres.

Pour les fournitures commandées sur le catalogue public du titulaire, les prix de référence des accords-cadres sont les prix nets HT figurant au tarif public du titulaire en vigueur à la date des offres, ou révisés selon les modalités décrites à l'article 16.5, affectés du taux de remise minimum. Ce taux sera constant pendant toute la durée des accords-cadres.

Le montant de l'éco-participation doit également être mentionné.

Le titulaire transmet le catalogue au correspondant technique cité à l'article 9.1.2 du présent document par voie dématérialisée, ce catalogue est demandé pour toute la famille de produits concernée par l'accord cadre.

16.3 OFFRE PROMOTIONNELLE

En dehors des périodes de révision éventuelles, le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du bordereau de prix unitaire (BPU) et/ou sur le catalogue.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au pouvoir adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, leur entrée en vigueur ne nécessite pas de modification du contrat.

16.4 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales frappant obligatoirement la prestation, ainsi que les frais afférents aux matériels et à l'assurance.

Les prix comprennent :

- les fournitures ;
- le conditionnement et l'emballage ;
- la livraison (assurance, transport et déchargement à destination compris) ;
- toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

16.5 VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisables et établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Durant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle (barème public) et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations, il

s'engage à fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix du catalogue et du BPU sont révisables à la hausse comme à la baisse, tous les ans, à compter de la date de notification du marché, à la demande expresse du titulaire.

Dans le cas contraire, les prix sont ceux fixés lors de la période précédente.

En cas de variation des prix, le titulaire communique par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) le nouveau barème des prix ainsi que le BPU révisé avec un préavis de 10 jours.

A défaut, le catalogue et le BPU applicables sont ceux transmis au moment de l'offre ou de la révision précédente.

Concernant le catalogue, le titulaire pourra transmettre à chaque période de révision, au plus tard 10 jours avant la date de révision de prix, une mise à jour de son catalogue.

A défaut, le catalogue applicable sera celui transmis au moment de l'offre ou le dernier reçu.

Le pouvoir adjudicateur dispose à compter de la date de réception de 10 jours pour formuler ses observations. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état du nouveau prix.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

16.6 CLAUSE DE SAUVEGARDE

La CNMSS se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord cadre sans indemnité, pour la partie non exécutée à la date d'application des nouveaux tarifs, lorsque l'augmentation générale des prix est supérieure à deux pour cent (2 %) par rapport à la révision précédente.

La variation des prix est analysée à partir des prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire.

Les prix du BPU ne doivent être supérieurs au prix du catalogue public remisé.

16.7 AVANCES

Sans objet.

Article 17 - MODALITES FINANCIERES

17.1 DELAI DE PAIEMENT

Le paiement intervient à terme échu par virement au compte correspondant au relevé d'identité bancaire joint par le titulaire, après service fait, sur présentation de sa facture établie à l'adresse mentionnée à l'article 6 du présent document.

La CNMSS procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture par le maître d'œuvre.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

17.2 MODALITES DE FACTURATION

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture laquelle n'est pas réclamée au titulaire.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Dates, références (numéro et désignation) du présent accord-cadre,
- Numéro d'engagement juridique (EJ) de l'accord-cadre,
- Code service numéro 77,
- Référence du bon de commande et numéro d'engagement juridique du bon de commande,
- Désignation de la prestation (dénomination précise, prix unitaire et quantité délivrée) exécutée sous peine de rejet.

La facture est établie en un exemplaire daté, faisant référence au présent accord-cadre, et adressée à la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures sont transmises uniquement par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro. :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret CNMSS : 180 090 045 00014 – code service N° 77

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Pour toutes demandes relatives à la facturation vous pouvez contacter le bureau facturier à l'adresse mail suivante : DAF.BF@cnmss.fr (**aucune facture ne doit être transmise à cette adresse**).

17.3 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

17.4 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

17.5 CESSIION ET NANTISSEMENT

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité dématérialisé nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

Sont désignés :

Comme personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R 2191-60 relatif aux marchés publics : le Directeur de la CNMSS.

Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable de la CNMSS – 247, avenue Jacques Cartier 83090 Toulon cedex 9.

17.6 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Article 18 - DISPOSITIONS DIVERSES

18.1 ECHANGES DEMATERIALISES

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Concernant les échanges électroniques ils seront possibles via la plate-forme des achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en cas d'indisponibilité de la PLACE, par courriel, le titulaire (ou la CNMSS) accuse réception formellement et explicitement de l'information ou de la décision par un retour de courriel mentionnant outre son nom et qualité une phrase du type : « j'accuse réception le (date réception) du (bon de commande n° xxx, de la demande de prolongation etc....)»

18.2 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

18.3 PRECISION SUR LA SOUS-TRAITANCE

La déclaration du sous-traitant est effectuée à l'aide du formulaire DC 4 « déclaration du sous-traitant », dûment renseigné et signé et adressé à la CNMSS.

Les entreprises sous-traitantes sont soumises aux mêmes contraintes que celles imposées à l'entreprise titulaire.

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie CCAP des accords-cadres n° 25 019-25 020 législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

Nota : Le titulaire reste responsable devant la CNMSS de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

Conformément à la réglementation, le titulaire doit fournir la liste de ses salariés étrangers.

18.4 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

18.5 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement des accords-cadres doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Pour assurer au mieux ce suivi de ses obligations, issues des articles L.8222-1 et suivants et D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail, la CNMSS a choisi de confier à la plateforme Hiveo, cette collecte et vérification documentaire.

A l'issue de la notification des accords-cadres, le titulaire reçoit un courriel d'invitation du site Hiveo, afin de créer son compte et d'y déposer les documents énumérés ci-dessus.

Le coût de cette solution, entièrement pris en charge par la CNMSS, est donc gratuit pour le titulaire des accords-cadres.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

18.6 RESILIATION DU CONTRAT

18.6.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier les accords-cadres dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.6.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18.7 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

18.8 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur

l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du/des accord(s)-cadre(s) ne peut résulter que d'un acte modificatif.

En cas de suspension du/des accord(s)-cadre(s) à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un accord-cadre de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord-cadre initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de l'accord-cadre de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un acte modificatif.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet des accords-cadres ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution des accords-cadres et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée des accords-cadres. Toute modification de la durée des accords-cadres ne peut résulter que d'un acte modificatif.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat :

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

[La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire de l'accord-cadre doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.]

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

18.9 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations des présents accords-cadres ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

18.10 LITIGES ET CONTENTIEUX

Les présents accords-cadres sont régis par le droit français.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations des accords-cadres ou à l'exécution des prestations objet des accords-cadres.

En cas de désaccord, les contestations doivent faire l'objet d'un mémoire en réclamation rédigé par le titulaire dans les conditions et délais définis à l'article 46 du CCAG/FCS.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Toulon selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9,
Téléphone : (+33)4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr,
Télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89.

18.11 DEROGATIONS

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

§ du CCAP	Article(s) du CCAG/FCS
9.3.2.5 Acceptation d'un bon de commande	3.7.2
9.3.3 Délais	3.2.2 ; 13.3.2 ; 13.3.3
15.3.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations	14.1
15.3.3 Seuil d'exonération des pénalités	14.1.3
16.5 Variation des prix	10.2.2

Article 19 - ANNEXES

- Annexe n°1 : « CCAP Annexe n°1 », Protocole de sécurité « chargement/déchargement »
- Annexe n°2 : « Défense mobilité »
- Annexe n°3 : « Fiche de stage »
- Annexe n°4 : « Convention de stage »
- Annexe n°5 : « Fiche d'évaluation de stage »